



## Déclaration de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT

### **ALSTOM Belfort : Un train de mesures qui reste à confirmer sur le long terme**

Le gouvernement a réuni ce jour, à Belfort et avec le Préfet, les organisations syndicales pour présenter ses mesures visant à consolider l'activité d'Alstom Belfort. Cela faisait suite aux annonces du PDG d'Alstom, H. Poupart Lafarge, de vouloir transférer la production et les emplois associés du site de Belfort vers celui de Reichshoffen.

Cette réunion a résulté aussi, bien entendu, de la mobilisation des salariés de Belfort et plus largement de l'ensemble des salariés du groupe d'Alstom et de la population, qu'il faut saluer. La journée du 27 octobre de mobilisation dans tous les sites avec 2000 salariés devant le siège a pesé.

Voici les principales mesures annoncées :

- Confirmation de la production sur Belfort de 6 TGV pour l'Italie,
- 30 TET Régiolis confirmés pour novembre 2016 pour le site de Reichshoffen,
- 20 locomotives de secours (tractage des TGV en panne) sur Belfort,
- Production sur Belfort de 15 rames TGV Euroduplex pour équiper la ligne intercités Bordeaux-Marseille, commandées par l'Etat,
- Investissement de 30 millions d'euros sur les 2 prochaines années pour le développement (conception) du TGV du futur.
- Investissement de 30 millions d'euros d'ici 2018 pour développer et industrialiser une plate-forme de locomotive de manœuvre hybride ou diesel adaptée au marché et développée par l'ingénierie de Belfort.
- Investissement de 5 millions d'euros pour devenir un pôle européen de maintenance des locomotives.
- Investissement de 5 millions d'euros pour la diversification du site : autres types de matériel ferroviaire et routiers, en particulier le bus électrique.

Ces annonces représentent 2 à 3 ans d'activités pour Belfort et elles invalident de fait le projet initial d'Alstom pour Belfort, il y a lieu néanmoins d'y regarder de plus près :

- La production industrielle sur Belfort (comme sur les autres sites d'Alstom d'ailleurs) va-t-elle être confortée à terme, sachant que le site s'oriente vers la maintenance et la R&D ?
- Nous n'avons obtenu aucune garantie, ni du PDG d'Alstom, ni de l'Etat, d'une production industrielle du TGV du futur sur Belfort.

- Aucun engagement non plus du développement de la production de locomotives pour le fret, alors que des besoins énormes à ce niveau existent, pour répondre aux exigences environnementales.
- Aucun engagement concret en terme de développement de l'emploi et des compétences, qui sont en dégradation constante ces dernières années.
- La création du pôle « maintenance » risque de venir concurrencer les fonctions de maintenance assurées au sein de la SNCF.
- Les développements sur le bus électrique reviendrait à décharger l'entreprise New Translor à Duppigheim de cette activité, alors qu'elle compte quelques 250 emplois.

Face à ces nombreuses zones d'ombres et risques de mises en concurrence, la CGT et FO ont réclamé d'urgence des assises nationales sur la filière ferroviaire.